

FACE AUX DEFIS ACTUELS,
QUEL DEVELOPPEMENT DEMAIN POUR L'AMERIQUE LATINE ?

Le texte ci-dessous est le fruit de l'accompagnement pendant un certain nombre d'années de l'évolution de la situation en Amérique latine et, plus récemment, d'une tournée au Brésil, en Argentine, au Chili et au Pérou qui fut l'occasion de développer les collaborations du CEDAL (Centre d'Etude du Développement en Amérique Latine) avec des Organisations Non Gouvernementales locales et nationales, engagées à titres divers dans des programmes de formation sur le terrain en collaboration avec des organisations syndicales et sociales.

Se voulant une contribution à la réflexion, ce texte tente de synthétiser un ensemble de données en débat actuellement à partir d'expériences concrètes, pour leur donner une perspective opérationnelle sur la longue durée. C'est pourquoi il situe les problèmes majeurs en termes de défis et reprend en termes de recherches d'alternatives un certain nombre de pistes basées sur des tendances qui se dessinent à travers de nombreuses initiatives existantes.

Henryane de CHAPONAY

CEDAL

140 Avenue Daumesnil
75012 PARIS

Tel. 340.21.65

C O N T E N U

INTRODUCTION

I - PROBLEMES MAJEURS ET NATURE DES DEFIS QUE DOIVENT RELEVER LES SOCIETES LATINO-AMERICAINES

- . Généralisation de la violence
- . Nature des défis à relever
 - a) défis d'ordre politique
 - . *la démocratisation de la société*
 - . *le renouvellement de pratiques politiques et sociales*
 - b) défis d'ordre économique et technologique
 - . *contradictions internes et domination internationale*
 - . *les effets de l'intégration mondiale de l'économie*
 - . *contradictions internationales*
 - . *nécessité d'une perception continentale et internationale*
 - . *la technologie, facteur de domination internationale mais aussi interne.*
 - c) défis d'ordre social
 - d) défis d'ordre culturel

II - PISTES D'ACTION ET D'ORIENTATION POUR LA RECHERCHE D'ALTERNATIVES

- a) démocratiser la société comme condition à l'établissement de nouveaux rapports sociaux
 - . *un lent et difficile apprentissage*
 - . *le problème des rapports entre plusieurs niveaux d'action*
 - b) expérimenter de nouvelles bases pour gérer l'économie et le progrès technique
 - . *valeur et limites des expériences de type autogestionnaire*
 - . *le défi technologique : un thème à travailler*
 - c) trouver des formes différentes pour assurer la participation de la société civile à la gestion sociale
 - d) reformuler des valeurs capables d'accompagner et dynamiser tout effort de restructuration de la société
- . En guise de conclusion

Confrontation et échanges stimulent la recherche et la créativité.

INTRODUCTION

L'objet de ce texte n'est pas de reprendre des impressions générales sur chaque situation nationale, mais de souligner les aspects les plus frappants de ces pays dans le contexte latino-américain. Pour cela nous avons tenté de les regrouper sous la forme des problèmes majeurs et de défis dans les domaines politique, économique, social et culturel. Aussi incomplet qu'il soit, un regard extérieur peut parfois aider à dégager quelques dominantes et révéler des convergences entre des expériences de différents pays à ceux qui vivent sur place, immergés dans le quotidien.

A suivre l'actualité latino-américaine et à découvrir régulièrement depuis 15 ans les réalités sur le terrain, l'on ne peut qu'être impressionné par l'augmentation de la violence et de la corruption, la dégradation générale des situations sociales et économiques et la dimension des problèmes à résoudre.

Ceux qui tentent, à différents niveaux, de trouver des pistes de solutions à ces problèmes sont confrontés à de terribles défis. C'est pourtant cette réalité qu'il faut regarder en face et dont il faut tenir compte si l'on veut avancer vers des projets crédibles et capables de mobiliser les énergies latentes vers une autre rationalité du développement. Trop d'espoirs et trop d'échecs, trop de violences et trop de victimes, jalonnent déjà les routes de l'histoire contemporaine et de l'actualité quotidienne. La douloureuse expérience des faits a provoqué la maturation de toute une génération d'hommes et de femmes qui développent une capacité nouvelle à faire face à ces situations. Le romantisme et un certain triomphalisme ont tendance à céder le pas à une plus grande capacité d'apprécier les rapports de force réels et potentiels ; le dogmatisme le cède au pragmatisme avec, en retour, le risque de perdre de vue les objectifs à long terme. Mais qu'en sera-t-il des générations montantes ?...

Dans la plupart des pays c'est d'abord la lutte pour la démocratie et les droits de l'homme qui, actuellement, mobilisent les plus larges

secteurs de l'opinion et sont capables de susciter des fronts unitaires devant les dictatures qui n'en finissent pas de mourir, comme au Brésil⁽¹⁾, ou celles qui s'accrochent au pouvoir par la seule force des armes, comme au Chili. Sans parler de la véritable guerre déclenchée sous pression des U.S.A. en Amérique centrale.

De plus en plus cependant l'on a conscience qu'au delà de cette conquête préalable tout reste à faire bien que dans les actions menées aujourd'hui s'élaborent déjà les bases de la construction de demain. C'est cette conscience qui a redonné de la valeur à des projets très concrets touchant différents secteurs de la vie sociale et permettant de faire face, même de façon limitée, à des problèmes de santé, d'éducation, d'emploi, d'équipement, de services communautaires, de gestion et de production. Toutes ces dernières années les communautés de base ont représenté un terreau fécond pour le développement de toutes ces initiatives de terrain avec la participation active de la population.

C'est aussi cette conscience qui a réorienté bien des efforts d'organisation autour de ces problèmes, redonnant priorité à un travail plus large de formation et d'information au niveau syndical et politique.

Cependant la question qui se pose est : à quelles conditions ces actions et ces efforts de formation et d'organisation peuvent-ils contribuer à jeter les bases d'une approche différente des problèmes du développement qui permette à terme d'en modifier profondément les finalités et la rationalité ?...

C'est ce que nous tentons d'aborder dans ce texte après avoir souligné les défis majeurs et leur nature. Ceci doit permettre de resituer dans leur contexte des efforts existants en évoquant quelques pistes de réflexion et de recherches qui devraient accompagner ces actions et aider à les orienter et les animer.

*

* *

I - PROBLEMES MAJEURS ET NATURE DES DEFIS QUE DOIVENT RELEVER LES SOCIETES LATINO-AMERICAINES

Généralisation de la violence

La généralisation de la violence et de la corruption ont sur l'ensemble de la société des effets corrosifs. En effet, même si la violence est inhérente à des sociétés qui se sont forgées dans la conquête militaire et culturelle de populations autochtones, l'on assiste aujourd'hui à sa recrudescence par le fait que se combinent ses formes traditionnelles avec les moyens des Etats Modernes qui, s'appuyant sur l'Idéologie de la Sécurité Nationale, l'ont institutionnalisée comme système de pouvoir. De même la corruption s'est étendue grâce à la dimension des marchés et aux trafics d'influence dont ils sont l'occasion. Elle s'est imposée dans la pratique du pouvoir à tous les niveaux.

Que constatons-nous aujourd'hui ?

- Le poids des appareils de répression tentaculaires - officiels ou parallèles - développés par les régimes militaires et leur lien fréquent avec les différents types de trafic⁽²⁾.
- La dégradation des conditions de travail et de vie des grandes masses rurales et urbaines par la répression salariale, l'arrachement à la terre, la spéculation foncière, la perte massive d'emplois stables, la perte du pouvoir d'achat, le manque d'équipements sociaux de base...
- L'impact des moyens de communication sociale - T.V., radio, presse.. - qui exploitent la violence à des fins politiques, sans omettre la publicité pour des produits et des biens inaccessibles aux grandes masses.
- L'augmentation de la délinquance, de la criminalité, de l'alcoolisme et de la drogue et, même, devant des phénomènes de vol à la tire, des réactions de peur allant jusqu'au lynchage de gosses. Ces phénomènes sont encore aggravés par la corruption au sein de la police et des programmes de radio encourageant l'auto-défense.

- La tentation de la réplique violente à ces conditions de vie de plus en plus inhumaines et à la ségrégation de fait qui touche les Indiens, les noirs, les métis pauvres et, en général, tous les plus démunis. L'exemple extrême est donné par le "Sendero Luminoso" au Pérou(3). Les malheureuses populations locales se trouvent véritablement prises en tenaille par la répression des forces de l'ordre d'une part, du Sendero d'autre part.
- Les lois de Sécurité Nationale qui restent en vigueur même lors des ouvertures politiques.

Ainsi la violence appelle la violence en une spirale qui se développe sans fin et qui tend à dissoudre les formes élémentaires d'organisation sociale et les valeurs de base qui la maintiennent, renforçant alors les formes individuelles de la débrouillardise ou le leadership de type mafioso. Spéculation, corruption et répression, c'est à la violence sous toutes ses formes que pousse l'appât du gain et la soif des pouvoirs, transformant tout, y compris l'air qu'on respire, en marchandise et en accumulation de biens.

Cette situation a des causes internes autant qu'externes qui sont liées aux conditions historiques qui ont favorisé des formations sociales reproduisant d'une part des rapports sociaux de type pré-capitaliste à l'intérieur des grands domaines, tout en participant, d'autre part à la production agricole et à l'extraction minière pour le marché mondial(4). Puis, avec les débuts de l'industrialisation et de l'urbanisation, à la constitution d'une nouvelle classe dominante issue principalement des grandes familles terriennes et agro-exportatrices.

Depuis la deuxième guerre mondiale, l'urbanisation a été en Amérique latine un phénomène extrêmement brutal et rapide qui a suscité une croissance monstrueuse des populations marginalisées autour des grands centres urbains et, dernièrement aussi, des centres ruraux avec la masse des familles sans terres et sans emploi encore liées au monde rural comme source de travail temporaire ou éventuel.

Les causes externes actuelles sont celles qui proviennent d'un type de croissance impulsé par les centres hégémoniques de l'économie mondiale

qui oriente les productions vers le marché mondial grâce à des systèmes généralisés de crédit qui favorisent l'endettement à large échelle.

Causes internes et externes se combinent de façon très variées et génèrent des situations spécifiques selon la façon dont le modèle dominant de développement s'articule nationalement, régionalement et localement avec les structures sociales forgées par l'histoire, les facteurs géographiques et climatiques, les différents types de politiques nationales et locales de développement ainsi que le degré d'industrialisation et de modernisation atteint. Pour toutes ces raisons les sociétés latino-américaines sont doublement en crise : dans leur structure interne et dans leur rapport avec l'économie mondiale.

C'est donc aujourd'hui dans un contexte généralisé de crise politique, économique autant que sociale et culturelle que se posent les problèmes à résoudre et les défis à relever. Il nous faut à la fois travailler sur le terrain du quotidien et garder des perspectives d'action à long terme.

. Nature des défis à relever

En tentant une classification de ces défis d'ordre politique, économique, social et culturel, nous avons voulu faciliter le repérage des actions qui sont davantage liées à tel ou tel problème. Il est évident que dans la réalité ces différents aspects sont articulés et dialectiquement liés en un processus social global.

a) Défis d'ordre politique

. *La démocratisation de la société*

Il existe des situations très différentes selon que les coups d'Etat et régimes militaires sont intervenus dans un système institutionnel de type parlementaire classique avec un fonctionnement indépendant des partis et syndicats, comme c'était le cas au Chili, soit, comme au Brésil, où les partis étaient plutôt des rassemblements électoraux sans base militante avec une structure syndicale dépendante du gouvernement par l'intermédiaire du ministère du travail.

En Argentine la situation était compliquée par l'existence du mouvement péroniste regroupant à la fois des forces conservatrices et progressistes. Quant au Pérou, l'on se trouve dans une situation distincte du fait que le régime militaire de Velasco Alvarado était porteur d'un projet social comportant d'importantes réformes. Celles-ci furent remises en question par d'autres militaires et continuèrent à l'être lors du retour à un pouvoir civil. En fonction de l'héritage historique et institutionnel et des modifications plus ou moins profondes et élaborées introduites par les régimes militaires, chaque pays a donc des problèmes différents à résoudre. La question qui se pose est la suivante : au sortir de régimes militaires répressifs ou dans le cadre d'ouvertures politiques même limitées, quelles sont les implications à différents niveaux de la démocratisation de la société face à la détérioration de la situation économique et sociale, à la perte de valeurs culturelles et, même, dû à des politiques obscurantistes, à la perte de la mémoire historique ?

Le rétablissement d'un certain jeu démocratique formel avec la remise en fonction de principes institutionnels tels que la reconnaissance de partis politiques et du droit syndical, se heurte quotidiennement aux limites imposées à ces droits dans la pratique par ceux qui dirigent l'Etat. C'est clair au Brésil où la structure syndicale permet à tout moment au pouvoir d'intervenir pour empêcher la mise en place d'une direction élue considérée trop combative ou bien pour casser les droits de dirigeants syndicaux en les poursuivant dans le cadre de la loi de Sécurité Nationale.

Or, si les institutions démocratiques traditionnelles sont indispensables pour rétablir un minimum de garanties individuelles et collectives, elles ne sont pas capables par elles-mêmes d'assurer la démocratisation de la société. Elles sont constamment menacées par la corruption et les alliances de classes dominantes, toujours prêtes à défendre leurs intérêts et à détourner à leur profit les lois les mieux élaborées. En Amérique latine d'ailleurs ces lois, lorsqu'elles existent, ne sont pas connues des grandes masses et la plupart du temps ne sont pas appliquées.

Le terrain est donc constamment piégé, d'une part par l'offensive menée par les forces opposées à une démocratisation qui porterait atteinte aux intérêts dominants, d'autre part par les modèles de domination et leur reproduction qui sont imprimés dans la tête des gens.

. Le renouvellement des pratiques politiques et sociales

Ces années de répression et la réflexion qu'ont menée un certain nombre de militants politiques par rapport à leur action et à leur compréhension des phénomènes sociaux, a amené certains d'entre eux à s'interroger sur leur pratique et la capacité actuelle des partis à prendre en compte les changements intervenus dans la société, les aspirations prioritaires des masses et les moyens à utiliser pour élargir le domaine d'action des forces populaires en développant des stratégies unitaires en fonction de priorités essentielles. De nouvelles formes d'organisation des forces populaires⁽⁵⁾ sont apparues et tendent à préserver leur champ d'action, leur autonomie. La conscience que les partis politiques ne monopolisent pas à eux seuls la lutte politique dans la société, pose le problème d'une meilleure définition de la fonction des partis et du type de rapport qui peut s'établir entre eux et les autres organisations sociales ainsi qu'entre l'ensemble de la Société Civile et l'Etat.

Ce défi est d'autant plus important qu'un peu partout l'on a pu constater le décalage entre la vie des partis, la réalité de leur base militante et les autres formes de luttes qui tendent à s'organiser en fonction de problèmes concrets de la vie quotidienne des gens. Celles-ci débouchent le plus souvent sur des revendications d'ordre social qui sont difficilement prises en compte par les partis⁽⁶⁾.

La question demeure : dans la pratique comment mener de front la lutte pour l'établissement ou le rétablissement des institutions démocratiques élémentaires, quelqu'en soient les insuffisances, et, en même temps, préparer le terrain à une participation plus active

et massive des travailleurs et des catégories exploitées de la société à travers les différents canaux où peuvent s'exercer pratique démocratique et apprentissage des responsabilités civiques et sociales.

b) Défis d'ordre économique et technologique

. *Contradictions internes et domination internationale*

Dans la plupart des pays d'Amérique latine l'économie est frappée d'une part par la nécessité d'exporter pour avoir des rentrées de devises et, d'autre part par la limitation du marché intérieur due à l'insolvabilité des grandes masses.

Les structures économiques des pays s'articulent sur deux pôles opposés mais complémentaires, dans une logique implacable du développement capitaliste :

- Un secteur technologique de pointe autour de grands pôles de croissance tels que la sidérurgie, l'automobile, la pétro-chimie, le nucléaire, les grands barrages hydro-électriques, les complexes agro-industriels, les banques. Tous ces secteurs sont en général dominés par les capitaux et la technologie des entreprises transnationales en alliance avec l'oligarchie financière locale encouragée par la politique des Etats. Sur l'importance de ces secteurs de croissance la situation varie beaucoup d'un pays à l'autre selon les politiques nationales et les intérêts des capitaux étrangers.
- Un secteur majoritaire d'économie traditionnelle composé de petites et moyennes entreprises produisant généralement pour le marché intérieur et ayant avec le secteur moderne des relations de sous-traitance. Ce secteur exploite une main-d'oeuvre abondante et peu formée, le plus souvent employée temporairement. Parallèlement se développe énormément l'économie dite "cachée" ou informelle qui relève des mille et une formes de débrouillardise individuelle, familiale ou groupale et dont l'activité n'est

pratiquement jamais prise en compte par la comptabilité nationale. C'est un secteur très important qui occupe une bonne partie de la population active, mais par sa nature et son instabilité même elle est difficile à mesurer. Ce sont avant tous des réseaux de survie plus ou moins solidaires ou exploitant à leur tour plus paumés qu'eux.

. Les effets de l'intégration mondiale de l'économie

La dynamique d'intégration mondiale, qui conditionne en grande partie ces situations intérieures, repose essentiellement sur un système financier de crédits menant à l'endettement démesuré des individus comme des Etats. La concentration du capital et des avancées technologiques de pointe qui augmentent sans cesse la productivité est dominée par de grandes Entreprises Transnationales qui orientent de fait la plupart des politiques économiques ainsi que les modèles de consommation. Pourtant ces modèles se heurtent à l'insolvabilité de plus en plus considérable des masses populaires et, depuis ces dernières années, à la perte rapide du pouvoir d'achat des classes moyennes⁽⁷⁾.

La crise de restructuration du système capitaliste provoque l'effondrement de pans entiers de l'économie traditionnelle aussi bien dans le domaine rural qu'industriel, augmentant encore le nombre de chômeurs et de populations "flottantes" sans travail fixe. Pendant ce temps les économies sont de plus en plus orientées vers l'exportation sur le marché international qui lui aussi se sature. Avec le développement des réseaux de transport internationaux l'augmentation effrénée de la productivité dans certains pays et des grands monopoles commerciaux l'on en arrive à des situations apparemment absurdes où, comme par exemple au Pérou, le blé américain ou argentin est de loin meilleur marché que la production locale de céréales, ce qui accroît encore la crise de l'agriculture nationale⁽⁸⁾.

Autre aspect : la militarisation de l'économie grâce aux complexes militaro-industriels comme au Brésil ou en Argentine qui pousse à des rivalités pour l'hégémonie continentale ou régionale.

Contradictions internationales

Constater ainsi l'action des entreprises transnationales dans les marchés des pays en voie de développement ne doit pas masquer cependant le rôle politique et économique des grandes puissances dans les contradictions internationales. Ainsi la politique nord-américaine de Reagan consiste à transférer au reste du monde capitaliste les effets de la crise mondiale. Cette politique se caractérise par la rigueur dans la gestion de la masse monétaire dont un des aspects les plus importants est le maintien d'un très haut niveau de taux d'intérêt qui attire des capitaux du monde entier, servant ainsi à relancer l'économie américaine. Ce phénomène entraîne l'élévation continue du cours du dollar vis-à-vis des autres monnaies. Or ceci est mené simultanément avec le maintien d'un énorme déficit budgétaire dû à la croissance continue des dépenses militaires et d'une politique fiscale très généreuse pour les classes aisées. Cette politique, apparemment paradoxale, n'est possible que grâce à la position hégémonique des Etats Unis au sein de l'économie mondiale. Pour se protéger, les différents pays disposent de mécanismes de défense inégaux et ce sont évidemment les pays sous développés qui sont les plus vulnérables à cette politique.

En Amérique centrale la violence des pressions économiques, politiques et militaires des U.S.A. tend à réduire les réels problèmes de cette région en une simple confrontation Est-Ouest. Face à ce danger, la création du groupe de la Contadora exprime une position latino-américaine modérée qui se heurte à la position hégémonique de l'Amérique du Nord mais reçoit l'appui de pays européens.

Cependant, dans l'état actuel du continent, les gouvernements latino-américains arriveront-ils un jour à créer des espaces de résistance réels à la politique de domination économique qui s'exerce sur leurs pays ?

Un cas comme celui du Brésil révèle comment certains intérêts divergents ont amené ce pays à s'opposer dans des domaines précis - le nucléaire, l'informatique, la politique étrangère africaine, par exemple - aux pressions des U.S.A. et à développer sa propre stratégie d'expansion. Mais en même temps des pans entiers de son

territoire - Amazonie et Centre-Ouest - sont livrés à des intérêts nord-américains ou japonais⁽⁹⁾.

. *Nécessité d'une perception continentale et internationale*

Ces quelques constatations montrent en tous cas à quel point il est capital pour les forces politiques et sociales latino-américaines d'arriver à avoir une perception continentale et internationale des problèmes et à forger entre elles des politiques d'alliances.

Etant donné l'environnement international et les structures héritées, le défi est redoutable. L'on sait aussi que ce n'est pas une simple politique de nationalisation, de réforme agraire, ou de meilleure répartition des revenus qui peut, en soi, résoudre des problèmes aussi complexes. C'est à la fois sur le plan interne et sur le plan international que des positions sont à conquérir pour modifier l'actuel rapport de forces économiques et politiques.

. *La technologie, facteur de domination internationale mais aussi interne*

Mais il y a à relever un autre défi, considérable, celui de la technologie. Une constatation s'impose en ce domaine : le lien étroit qui existe entre l'industrie d'armement et le développement des progrès scientifiques et techniques qui représente un des atouts majeurs de la domination économique mondiale. Le décalage technologique et en moyens financiers disponibles entre les secteurs de pointe et la majorité de la société et entre les pays du Nord et ceux du Sud, tend ainsi à s'élargir chaque jour. Aucun effort à la base, aussi dynamique soit-il, ne peut plus se dispenser d'introduire dans sa réflexion et sa pratique politique la question de la recherche d'autres formes de maîtrise du progrès technique et de sa mise en oeuvre dans le souci du bien-être social et de la lutte contre les systèmes internes de domination. Cependant la manière de mener cette réflexion est ici essentielle car si elle reste au niveau des constatations ou de simples vœux, elle risque d'être paralysante. Il faut donc la lier à des tentatives concrètes en cherchant à moduler les niveaux technologiques aux formes

d'organisation et aux moyens humains et financiers disponibles, c'est ce qui s'est amorcé avec certaines technologies comme l'informatique, autour de laquelle des groupes cherchent à expérimenter si elle est maîtrisable par et pour une gestion démocratique et à quelles conditions ? Ce problème devrait être traité plus longuement car il est d'énorme importance et très complexe. Cependant peu d'équipes engagées à la base s'en préoccupent dans toute sa dimension. Si les recherches de technologies appropriées, surtout dans le domaine rural, sont en expansion et représentent d'incontestables et utiles efforts, elles courent aussi le risque de perdre de vue l'ensemble du problème et, particulièrement, les transformations radicales qui se préparent à d'autres niveaux et se répercutent inexorablement sur les rapports sociaux, les conditions de travail et les structures d'emploi.

d) Défis d'ordre social

Problèmes et défis sont ici à la mesure de la paupérisation des grandes masses sous employées des périphéries urbaines et des zones rurales délaissées.

Le manque d'équipement de base : égouts, drainage, enlèvement des ordures, canalisation d'eau potable, postes de santé, écoles, crèches, transports publics et - dans les cas où ces services existent leur déplorable qualité - aggravent démesurément les conditions de vie de populations dont on se demande sans cesse par quel miracle elles arrivent à survivre et à quel coût humain physiologique et psychologique.

En contraste, la qualité des équipements et des services dont disposent les minorités privilégiées de ces pays, là où se concentre leur habitat, n'ont guère à souffrir de la comparaison avec les pays développés.

En deçà d'un certain niveau de revenus ces masses de populations n'intéressent plus personne si ce n'est au moment d'élections et lorsque les analphabètes aussi peuvent voter. Les programmes de logement ou d'installation des familles récemment immigrées de l'intérieur ou le déplacement forcé de favelas, suite à l'extension du secteur urbain et à la spéculation foncière, témoignent d'un mépris incroyable des

personnes : lots constitués sur des terres insalubres ou inondables ou dans des lieux inaccessibles, logements ressemblant à des clapiers ou à des bunkers de camps de concentration.

C'est sur le terrain du social que se manifestent de façon éclatante les effets d'une politique de croissance qui ne s'intéresse qu'à la partie considérée utile et solvable de la population et condamne de fait l'autre partie, majoritaire, à se débrouiller comme elle peut tant qu'elle ne menace pas directement les intérêts des secteurs dominants et qu'elle continue à lui constituer un réservoir de main-d'oeuvre bon marché. Il n'est pas étonnant que dans ces conditions délinquance et banditisme se développent de façon inquiétante et que certaines manifestations tournent au pillage. Mais lorsque ces contradictions sociales et ces tensions débouchent sur la révolte, la répression est impitoyable.

Dans les chantiers et les entreprises les conditions de travail sont très mauvaises et les accidents très nombreux ainsi que les maladies dues aux mauvaises conditions sanitaires. Bien des entreprises, filiales d'entreprises européennes, ont, en Amérique latine, le champ libre pour utiliser des produits toxiques interdits en Europe. Une récente campagne de dénonciation au Brésil donnait une liste impressionnante de produits courants d'alimentation en vente dans les super-marchés qui contiennent des produits toxiques. Les exemples sont innombrables, tels l'utilisation de la dioxine dont l'emploi est de triste mémoire dans la guerre du Vietnam et qui sert en Amazonie pour accélérer et faciliter la déforestation.

Dans un pays comme le Chili où sous le gouvernement Frei, puis surtout l'Unité Populaire, d'énormes efforts avaient été faits pour une politique sociale favorisant les conditions de vie des secteurs les plus démunis de la population, c'est le régime militaire qui a peu à peu démantelé tous les équipements et les services en les privatisant. Avec la dégradation des conditions économiques, le chômage et le sous-emploi, ces services sont maintenant inaccessibles à ces secteurs.

Ce sont donc des efforts gigantesques qui sont à faire dans tous les domaines et ceux-ci ne pourront jamais dépendre du seul bon vouloir de l'administration, à supposer que la volonté politique existe et que celle-ci en ait les moyens. Une illustration en est donnée à Lima et dans les municipalités où la gauche a gagné les élections en 1983. Elles se trouvent hériter d'une situation financière catastrophique due à la corruption et aux manques de crédits octroyés à ces municipalités. Elles cherchent maintenant à faire face à ces défis par une politique sociale s'appuyant sur et encourageant les initiatives existantes dues à des associations locales qui se sont constituées pour faire face aux problèmes prioritaires de santé, éducation, culture, sources d'emplois et d'équipements.

c) Défis d'ordre culturel

Nous entendons ici par culture non seulement tout ce qui se rapporte aux modes de vie, habitudes alimentaires, langue, musique, expression corporelle, rites sociaux, croyances et valeurs communément partagées par une communauté sociale et qui en soude la cohérence à travers le temps, mais aussi tout ce qu'une communauté est capable de continuer à créer et valoriser comme expression collective de son identité en tant que peuple.

La dimension culturelle des problèmes de la transformation sociale est aussi importante que les autres dimensions politiques, économiques et sociales car c'est à travers son expression culturelle qu'une communauté s'identifie, enracine son expérience et se trouve capable de résister aux forces de dissolution et de destructuration violente qui, comme nous l'avons vu ci-dessus, menacent de détruire la société. Ceci est particulièrement vrai dans le cas des grands phénomènes de déracinement collectif auxquels nous assistons avec la constitution de populations "flottantes" dans les périphéries des grandes villes, villes moyennes et centres de transit le long des voies d'immigration interne et trans-frontière. De même dans le cas des masses de travailleurs ruraux qui ont rompu pratiquement tout lien avec la terre et se trouvent, hommes, femmes et enfants, le long des routes à la recherche de travaux occasionnels quels qu'ils soient. Ces phénomènes sont particulièrement massifs dans le cas du Brésil et du Pérou mais non moins réels au Chili et en Argentine.

C'est, sans doute aucun, les jeunes qui sont le plus menacés par ces phénomènes de déracinement, perdant toute référence dans le temps et dans l'espace, manquant totalement de perspectives d'emploi. Ils sont victimes d'une déculturation massive en même temps que la publicité agressive crée en eux des besoins nouveaux et les intègre à une culture apparemment universelle, réductrice à des attitudes de pure consommation, que l'on voit se propager dans les coins les plus reculés de l'intérieur. Souvent coincés entre un milieu familial trop contraignant - mais le plus souvent inexistant - et, en ville surtout, sollicités par la publicité et les étalages des magasins, ces jeunes sont la proie facile, presque inévitable, de la délinquance, de la prostitution et de réseaux de trafic de drogue et de vol organisé.

Le "machismo" traditionnel est souvent exaspéré par ces conditions de vie inhumaines et les femmes, avec les jeunes, sont les premières victimes de ces situations. Que de fois ce sont elles qui arrivent à créer un minimum de rentrées financières au foyer grâce à de menus travaux à domicile ou comme domestiques. Pendant ce temps les hommes, réduits au chômage, se laissent aller à l'alcoolisme et sombrent dans l'inactivité et dans beaucoup de cas la famille est constituée d'une femme seule avec des enfants provenant de différentes liaisons.

Sur le plan religieux cette situation de marginalité rend les masses très vulnérables aux appels de nombreuses sectes religieuses qui ont beaucoup développé leur présence sur le terrain. De même, à côté des églises engagées aux côtés du peuple dans ses problèmes quotidiens, il reste une majorité d'églises qui continuent à pratiquer une religion désincarnée et purement sacramentale qui détourne les gens de l'engagement temporel.

C'est dans les régions à dominante indigène des pays d'Amérique latine, comme le Pérou, que l'on se rend mieux compte à la fois de l'effet destructeur d'une conquête et d'un modèle culturel qui a nié la culture antérieure. Cependant la capacité de résistance de cette culture pré-colombienne est énorme pour trouver les modalités de sa propre survivance et reproduction interne. On assiste d'ailleurs, depuis quelques années, à un réveil de la culture indienne et à une

revendication active pour être reconnus comme peuple et comme nation.

Si, au cours des temps, des traditions sont arrivées à se forger ou se perpétuer en s'enrichissant d'autres apports au sein des populations locales, celles-ci sont aussi menacées par les phénomènes massifs de déracinement et d'émigration. Il reste que le sens de la fête, la tradition musicale et le rythme sont encore suffisamment forts un peu partout pour représenter des lieux de résistance à l'impérialisme culturel et des signes de la vitalité qu'a constitué la rencontre de cultures différentes dans le phénomène généralisé du métissage.

Pour toutes ces raisons le défi culturel est fondamental mais pas sans ambiguïtés car dans toute culture il y a aussi bien des éléments de libération que d'oppression ainsi que des éléments de reproduction des dominations subies.

II - PISTES D'ACTION ET D'ORIENTATION POUR LA RECHERCHE D'ALTERNATIVES

Face à tous ces défis nous nous posons la question :
devant une économie mondialement intégrée et ses conséquences sur tous les plans, dans quels espaces et à quels niveaux est-il possible d'agir pour lutter contre les différentes formes de domination et de dépendance ? Les formes de ces luttes et leurs objectifs à moyen terme peuvent-ils ou non déjà jeter les bases d'alternatives aux modèles prédominants aujourd'hui ? Et si oui, à quelles conditions ? Des ébauches de réponse sont contenues en germe dans certaines initiatives existantes mais n'auront de possibilité de se développer et de se préciser que dans la mesure où ces actions sont appuyées, valorisées, confrontées et évaluées dans une perspective d'ensemble au niveau local et extra local, ce qui suppose la recherche de nouveaux axes de solidarités nationales et internationales.

C'est de toutes façons du type de réponse donnée à ces différents défis que dépendra la possibilité de créer de nouveaux rapports sociaux et donc de jeter les bases d'un type de développement visant pour tous à la satisfaction des besoins essentiels tant matériels que spirituels.

L'on peut reprendre ici quelques pistes selon les problèmes abordés ci-dessus afin de retrouver une perspective globalisante à travers les multiples tendances et tentatives qui s'expriment déjà plus ou moins confusément et peuvent redonner l'espoir qu'un changement est possible. Mais nous savons par l'expérience qu'il n'y a pas de recette ni de conquête définitive. Tout est constamment à reprendre et à approfondir en fonction de l'évolution même des contextes et de l'acquis d'expériences nouvelles.

Nous nous proposons de nous resituer face aux défis actuels à partir des pistes suivantes de recherche et d'action :

- Comment renouveler l'effort de démocratisation de la société comme condition à l'établissement de nouveaux rapports sociaux ?
- Comment expérimenter et consolider de nouvelles bases pour gérer l'économie et le progrès technique comme condition d'une autre rationalité économique ?

- Comment trouver des formes différentes pour assurer la participation active de la société civile à la gestion sociale comme condition d'une prise en charge créatrice et collective des problèmes à résoudre ?
- Comment reformuler des valeurs capables d'accompagner et de dynamiser tout l'effort de restructuration de la société en tenant compte à la fois de l'enracinement local et de l'environnement plus large ?

a) Démocratiser la société comme condition à l'établissement de nouveaux rapports sociaux

Une démocratisation qui soit favorable à ces masses exploitées et sur-exploitées, et pas seulement à une élite politique, suppose un effort constant et particulièrement difficile vu le contexte, dans deux sens complémentaires :

- La création d'un rapport de forces favorables aux masses grâce au développement des organisations populaires - syndicats, associations, etc. - qui soient capables de représenter leurs intérêts fondamentaux. Trouver les formes et les thèmes de luttes les plus mobilisateurs. Faire connaître à tous leurs droits ainsi que les habituer à la prise en main d'initiatives permettant d'exercer des responsabilités pour le changement.
- La pratique démocratique à l'intérieur des organisations populaires, y compris dans les formes d'organisation d'unités de production et de services créés pour répondre à des besoins de première nécessité. S'efforcer de valoriser la pratique démocratique quotidienne sous toutes ses formes dans l'organisation des luttes, afin d'éviter de reproduire constamment les vices fondamentaux de la société que l'on veut transformer.

. *Un lent et difficile apprentissage*

Il est donc nécessaire d'affiner les critères de base de ce que sont des pratiques démocratiques tout en sachant qu'ils se définissent toujours dans la pratique d'une dialectique sociale complexe. D'une part c'est le respect des règles du jeu qui permet et encourage le maximum de participation de tous les membres d'une

organisation à la définition de ses orientations et de son fonctionnement. D'autre part les efforts constants pour mieux faire circuler l'information qui est un élément clé pour permettre à tous de se préparer à accéder à des responsabilités et à les assumer. Ceci implique des programmes de formation-réflexion accompagnant les différentes formes d'actions et leur développement pour susciter de la part des travailleurs des propositions à partir des informations disponibles. Ces programmes doivent viser à préparer les gens à partager les responsabilités, à développer leur capacité d'analyse critique et l'esprit d'initiative en sachant prendre des risques tout en les mesurant. C'est donc un effort suivi d'auto-formation collective car la pratique démocratique ce n'est ni le laisser-faire démagogique - les masses ont toujours raison -, ni l'élitisme de quelques dirigeants éclairés à qui l'on délègue tous les pouvoirs parce qu'ils savent mieux. C'est un lent et difficile apprentissage qui ne peut se réaliser que dans la pratique pour que chacun ait l'occasion d'exercer le mieux possible les tâches pour lesquelles il s'est préparé et qu'il est en condition d'assumer. Mais il faut aussi qu'il en ait la volonté, ce qui n'est pas toujours évident non plus. En effet la dépendance et la démission devant des responsabilités à assumer fait partie à la fois de l'héritage d'une culture autoritaire et de profonds ressorts psychologiques. C'est pourquoi l'apprentissage d'une pratique démocratique suppose l'effort d'une certaine rotation du pouvoir accompagné d'un processus de formation-réflexion et d'une bonne information. C'est ainsi qu'on peut concevoir une formation civique et politique de base, non partisane, qui apprend à discerner les problèmes, à respecter l'interlocuteur et à affiner ses propres convictions.

C'est en démultipliant ce type d'effort dans tout le travail de formation et d'évaluation des pratiques sociales que l'on peut contribuer petit à petit à reconstituer un tissu de base favorisant un rôle plus accentué de la société civile.

. Le problème des rapports entre plusieurs niveaux d'action

Mais il ne suffit pas d'agir ainsi à la base, il faut créer les conditions d'un va et vient constant entre les efforts au niveau local - associations de quartier, comités d'entreprise, sections locales de partis, gestion municipale, gestion coopérative, etc. - et ceux des niveaux régionaux et nationaux - fédérations et confédérations, directions de partis politiques, parlement, etc.

C'est autour de cette problématique et de celui de l'exercice et du contrôle du pouvoir aux différents niveaux que se pose le problème de la relation partis politiques-organisations populaires et de leur autonomie mutuelle et vis-à-vis de l'Etat qui est un thème actuellement très débattu à partir des différentes expériences et des évolutions en cours.

L'on constate en effet d'une part un décalage assez sérieux entre le développement des mouvements sociaux et de formes nouvelles d'organisation et de luttes très collées à la réalité quotidienne, mais le plus souvent incapables d'influencer le niveau national, et, d'autre part, le discours et la pratique politique qui n'intègre pas ces avancées dans son comportement ni dans ses réflexions.

Dans une perspective de dépassement de cette situation deux questions difficiles sont indispensables à prendre en compte :

- la nécessité de trouver les points concrets d'articulation possible entre les actions et réalisations locales et nationales ;
- la recherche, dans la pratique, des moyens adéquats de contrôle du pouvoir et des formes d'alternance et de partage.

Ces questions n'auront pourtant de réponse positive possible que dans la mesure où elles seront traitées dans la perspective des mutations nécessaires de l'ensemble de la société et non en fonction d'intérêts purement corporatistes et partisans.

b) Expérimenter de nouvelles bases pour gérer l'économie et le progrès technique

Les situations dramatiques d'endettement, d'inflation, la course à l'exportation au détriment de la production pour le marché intérieur, nous amènent à reposer la question de fond : sur quelles bases nouvelles possibles peut-on relancer l'économie ? Pour produire quoi ? Comment ? Et pour qui ?..

Si la finalité de la production n'est pas de répondre d'abord aux besoins fondamentaux des hommes, ceux-ci deviennent - comme c'est le cas - une abstraction au service du Marché, du Profit et de la Concurrence, manipulés par la publicité, et non le marché le lieu où s'échange le fruit des activités des hommes. Il est évident que le problème démographique existe mais il est généralement mal posé. L'éducation pour une planification familiale ne peut en effet se réaliser dans la dignité que dans une situation où les problèmes fondamentaux de survie et de répartition des biens sont en voie de solution par une claire volonté politique et d'indispensables réformes de structures. De même l'on ne pourra résoudre le problème de l'emploi sans remettre en cause une certaine conception du travail et du productivisme dans le cadre de l'ensemble du fonctionnement social. L'on est acculé à faire preuve d'imagination et de créativité pour trouver des pistes de réponses permettant de relancer l'économie sur d'autres bases à partir des moyens disponibles. Déjà, devant l'extrême concentration des pouvoirs de décision et des moyens et le gigantisme de certaines entreprises et travaux d'aménagement, l'on sent poindre la nécessité d'inventer des lieux de médiation basés sur de plus petites unités, plus proches des gens.

. *Valeur et limites des expériences de type autogestionnaire*

Dans l'actualité nous assistons à la resurgence ou la création nouvelle de petites et moyennes unités de production et de services, lancées pour répondre à la fois à des besoins de survie et d'emploi et à la recherche de formes collectives d'organisation basées sur le partage des tâches et des responsabilités. Or ces initiatives courent le

risque, non seulement de rester isolées, mais de s'épuiser en d'éternels recommencements sans bénéficier au niveau du support et de la réflexion des leçons d'autres expériences similaires. Il convient en effet de souligner le caractère limité des expériences de type autogestionnaire existantes dans un mode de production capitaliste. Elles sont à tout moment menacées de marginalisation, d'étouffement, lorsqu'elles restent à un niveau micro, ou au contraire, obligées de se modifier pour survivre et s'adapter aux lois du marché dès qu'elles changent d'échelle. Cette constatation ne doit pas cependant décourager les initiatives, bien au contraire il faut continuer à les encourager à condition que la réflexion qui les accompagne permette de maintenir la lucidité et de préciser les objectifs à atteindre dans ce cadre limité. Elles peuvent et doivent être un instrument dans un processus plus général de contestation du système dominant en même temps qu'une école de formation aux responsabilités de gestion économique et pratique démocratique. Sur ce plan, comme sur le plan politique, se révèle l'importance de l'effort de formation et d'information autour des éléments concrets à prendre en considération : calculs des temps de travail, identification des types d'investissements, coûts des services utilisés, rendements, niveau des dépendances financières et technologiques, capacité professionnelle, étude de marchés, valorisation de techniques et instruments nouveaux... De même tout ce qui tourne autour de l'organisation du travail, de la participation aux décisions, à la circulation de l'information et au partage des responsabilités.

. Le défi technologique : un thème à travailler

En ce qui concerne le défi technologique il n'y a d'autres possibilités que de chercher à créer parmi ceux des techniciens, ingénieurs et scientifiques préoccupés par les problèmes du développement, les conditions d'un travail de réflexion et de recherche en lien avec le travail populaire dans les différents secteurs concernés. Il faut trouver le moyen de lier l'action menée sur le terrain avec la recherche de solidarités concrètes pour gagner des espaces, informer plus largement, avancer et expérimenter des idées nouvelles et des formes différentes de maîtrise du progrès technologique. Ce défi technologique pourrait être un thème à impulser par les syndicats vu les enjeux pour l'emploi

et les rapports de travail. La manière de procéder dans ce domaine est capitale car il s'agit d'un effort considérable pour, d'une part, démystifier l'approche scientifique et technique par la recherche d'un langage plus simple et de méthodes didactiques adaptées ; mais, d'autre part, de permettre aux populations concernées d'accéder à une perception plus rigoureuse de la réalité à partir de leur propre savoir et expérience.

b) Trouver des formes différentes pour assurer la participation de la société civile à la gestion sociale

Les défis sociaux sont bien sûr largement liés aux formes plus ou moins démocratiques du fonctionnement des institutions politiques et sociales ainsi qu'à la restructuration et la relance de l'économie pour la rendre capable de répondre aux besoins sociaux. Mais, même dans les situations actuelles, il y a un grand espace ouvert aux initiatives de la société civile, non seulement pour créer des services mais surtout pour inventer des formes d'organisation et de prise en charge par les gens au niveau local, dans le cadre d'associations, de coopératives, de comités locaux, etc. Au Brésil et au Pérou déjà, dans le cadre de certaines municipalités, des collaborations intéressantes s'amorcent dans un désir, au moins manifesté, de respecter l'autonomie relative des différents partenaires.

Il existe déjà dans tous ces pays et quelque soit le régime, un éventail impressionnant d'initiatives qu'il faudrait mieux inventorier et évaluer. Certaines présentent d'incontestables progrès dans la façon dont la population s'implique et s'exerce à prendre en charge ses problèmes.

Dans le domaine de l'enseignement on assiste au développement de nombreuses initiatives de formation des adultes, de formation professionnelle, de constitution de crèches populaires dans des quartiers de la périphérie.

En ce qui concerne la santé l'on dénombre de multiples actions de santé communautaire valorisant certaines pratiques traditionnelles valables. L'inventaire et l'utilisation des plantes médicinales est un de ces

domaines où des pratiques traditionnelles peuvent être validées par les moyens scientifiques modernes. Beaucoup de ces programmes dénoncent aussi l'abus de la circulation en vente libre de médicaments dangereux alors qu'interdits dans les pays développés.

Enfin sur un point particulièrement sensible pour les populations démunies de quartiers périphériques, celui des infrastructures de base, les associations de quartier ont développé de nombreuses initiatives et mené des luttes sous les formes les plus variées.

Dans la mesure où elles combinent revendications, responsabilités et initiatives concrètes, certaines de ces expériences ébauchent déjà des formes intéressantes de participation de la société civile à la gestion publique.

La question essentielle est justement celle qui permet de mettre au point des formules évitant la simple reproduction de services classiques qui ne représenterait alors qu'une suppléance à la carence de l'administration publique. Ce qui reste à inventer c'est la manière dont les services sont organisés en fonction d'une réelle participation des usagers, appelés à donner leur point de vue sur la conception même du service, son fonctionnement et le contrôle de sa gestion. C'est seulement ainsi que l'on trouvera comment mieux définir de part et d'autre le rôle de l'administration qui reste essentiel. C'est aux services publics de servir de médiateur pour les financements afin de veiller à une meilleure répartition des moyens. Ceci pourrait se faire sur la base de contrats entre collectivités locales, associations ou autres formes de groupements et l'administration.

L'engagement de professionnels au service des organisations populaires dans tous ces terrains devrait permettre aussi de confronter constamment compétences techniques et conditions concrètes des pratiques collectives. C'est aussi un domaine où la formation, la réflexion et l'échange d'expériences sont nécessaires comme méthode d'accompagnement et d'évaluation. Grâce à cela l'on pourra éviter l'émiettement et la perte de substance de réalisations pleines d'enseignement et dont l'évaluation rigoureuse

devrait permettre d'avancer dans la recherche d'une nouvelle conception du service public, plus proche des gens, et, en même temps, école de participation civique, de pratique démocratique et d'exercice de responsabilité.

d) Reformuler des valeurs capables d'accompagner et dynamiser tout effort de restructuration de la société

C'est dans l'espace laissé à l'exercice d'activités culturelles que, même dans les moments de plus forte répression, se sont développées nombre d'initiatives intéressantes. Celles-ci ont permis non seulement de valoriser un fond culturel traditionnel, de développer de jeunes talents, mais aussi de chercher à exprimer différemment l'expérience du vécu quotidien, les souffrances et les espoirs, les raisons de vivre. Combien de jeunes, de femmes et d'hommes doivent leur survie et leur épanouissement relatif à ces nombreux clubs, comités et collectifs qui se sont créés autour de l'expression culturelle. Le monde entier connaît maintenant les "arpilleras" des femmes chiliennes. Ces travaux de tradition populaire leur ont permis d'utiliser de vieux oripeaux et bouts de chiffon pour décrire leurs souffrances, leurs espérances et leur vie quotidienne.

Malgré tout l'effort de destruction et d'isolement entrepris par les forces de répression, c'est bien autour de ces mille et une formes d'activités culturelles, y compris sportives, que les gens ont retrouvé des valeurs fondamentales de solidarité quotidienne et d'organisation sociale.

Il est important de valoriser tout ce travail, de l'évaluer aussi et de mieux faire connaître les expériences existantes par une meilleure information et confrontation, encourageant hommes, femmes et jeunes à socialiser davantage leurs propres expériences. C'est ainsi que l'on pourra trouver les moyens de prolonger et démultiplier ce type d'efforts dans un même type de démarche que pour le social.

Regardant vers l'avenir et compte tenu des problèmes massifs de déculturation et déracinement la tâche est immense ne fuisse que pour répondre

aux problèmes les plus urgents. Si l'on veut voir au delà, c'est-à-dire en fonction d'un tissu social à reconstituer sur d'autres bases, de même que dans le domaine du social, de l'économie et du politique, tout reste à faire même si quelques jalons existent. C'est dans la pratique de valeurs renouvelées en tant que solidarités vécues, de la vie communautaire locale à revivifier en y incluant les différentes dimensions de la vie en plus de la lutte politique ou syndicale, que l'on pourra arriver à reformuler des valeurs capables de dynamiser les aspirations confuses des masses et d'exprimer concrètement les raisons de lutter pour changer les rapports sociaux.

Démocratie et Droits de l'Homme peuvent peut-être dans cette perspective être davantage que des bannières de lutte, des terrains de conquête quotidienne, d'autres rapports sociaux. Dans l'avenir bien des idées prendront encore forme à partir de l'expérience.

C'est au plan culturel que s'enracinent les idéologies dont l'expérience nous prouve qu'elles peuvent être extrêmement mobilisatrices lorsque les masses s'y reconnaissent, mais ambiguës et dangereuses aussi lorsque trop réductrices ou tendant au monopole. C'est pourquoi l'on ne peut séparer le domaine du culturel de tous les autres domaines de lutte car ils se conditionnent mutuellement et se forment dans l'expérience. Celle-ci renforce la mémoire individuelle et collective et se projetant vers l'avenir se forme l'espérance qu'autre chose est possible.

Le culturel est par excellence l'expression d'une société particulière avec son histoire, son espace et son projet, mais elle ne peut être le lieu de l'enfermement sans risquer l'asphyxie ou la dégradation. C'est pourquoi plus une culture est vivante moins elle doit craindre le rapport ouvert avec d'autres cultures. C'est toujours une chance d'enrichissement mutuel.

. En guise de conclusion

Confrontation et échanges stimulent la recherche et la créativité

Chaque expérience naît et se développe sur un terrain concret, historiquement et culturellement déterminé, mais conditionné aussi par l'environnement plus large, non seulement nationalement mais aussi internationalement. La confrontation entre expériences est donc indispensable pour mieux percevoir ce qui peut être commun entre elles de ce qui est spécifique et difficile à reproduire. C'est ce qui permet de stimuler et renouveler des actions qui, isolées, risquent toujours de s'étioler. Ce besoin de sortir de l'isolement et de chercher les occasions d'échanges, l'apport critique, l'information actualisée, des idées et données nouvelles est ressenti plus fortement depuis quelques années et donne lieu à des initiatives de réseaux d'échanges d'information et à des coordinations régionales, continentales ou internationales. Ce sont des initiatives nécessaires mais dont l'objectif doit être clairement défini donnant la priorité à l'animation, au processus d'auto-formation et à la stimulation de la réflexion dans le souci d'une large démultiplication de l'information et de la formation. Les moyens de mise en oeuvre de telles initiatives doivent privilégier cette fonction d'animation et auto-formation en accordant beaucoup d'importance à la préparation et au suivi de rencontres ou séminaires d'étude ainsi qu'aux méthodes de travail utilisées pendant ces temps forts que sont les rencontres.

C'est ainsi qu'il sera possible à tous les niveaux et dans différents contextes, de repérer, identifier et évaluer les expériences valables et porteuses d'avenir pour estimer ensuite les conditions par lesquelles elles pourraient se développer et être encouragées. Ceci concerne tous les domaines de pratiques sociales qui ont été évoquées dans ce texte.

Il ne s'agit aucunement de solutions mais de pistes de travail. Rejoignant les efforts et les luttes menées à d'autres niveaux tout en les interpellant, celles-ci peuvent préparer le terrain pour trouver des éléments de réponse aux défis actuels.

H.C.

Février 1985

N O T E S

- (1) Bien qu'un Président civil, en provenance de l'opposition (PMDB), Tancredo Nenes, fut élu le 15 janvier 1985 par un collège électoral restreint et prendra ses fonctions le 15 mars 1985, il se trouve devant une structure héritée de la dictature et sa tâche ne sera pas facile.
- (2) On connaît internationalement l'exemple particulièrement criant de la Bolivie de Bauger et du Paraguay de Stroesner et au Brésil, entre autres cas, celui du Commissaire Fleury à Sao Paulo.
- (3) Mouvement extrémiste de type maoïste dont l'action est basée sur la violence.
- (4) Parmi les facteurs qui caractérisent la situation interne, l'exploitation de la main-d'oeuvre indigène dans les pays andins et l'Amérique centrale, l'apport massif d'esclaves d'Afrique noire dans les régions de plantations du Brésil et des Caraïbes, et, enfin, principalement dans le cône Sud, l'apport d'un important contingent d'immigrés européens expulsés de leur terre comme conséquence de l'industrialisation et des crises européennes au XIX^e siècle et amenés en Amérique latine, soit pour défricher et aménager de nouveaux espaces ruraux, soit pour renforcer le contingent de main-d'oeuvre disponible.
- (5) Ces nouvelles formes d'organisation sont de types variés mais sans doute ce qui les caractérise davantage c'est le dépassement de la lutte purement revendicative pour la coupler à des initiatives de prise en charge collective de certains travaux (équipements de base, canalisations, construction en "mutirão" (entraide)), organisation de de crèches, d'écoles alternatives, de potagers communautaires, d'ateliers de réparation, de petites entreprises d'économie populaire, de circuits de vente directe de la petite production agricole aux marchés de la périphérie urbaine..... Les communautés de voisinage et associations de quartier se créent des commissions pour étudier les solutions à proposer lors des luttes pour les transports collectifs, les problèmes d'habitat, d'hygiène et de santé. Souvent des liaisons s'établissent entre luttes sociales dans les quartiers et luttes syndicales dans les usines. Des associations de quartier se fédèrent entre elles pour former des associations régionales et avoir ainsi plus de poids pour revendiquer et négocier.

- (6) Ces problèmes se posent différemment en Amérique centrale en situation de guerre. Ce sont des pays où le processus d'industrialisation a été plus tardif et qui constituent pour les USA une zone stratégique de défense. On sait l'extraordinaire difficulté que représente, par exemple pour le Nicaragua, la tâche de reconstruction dans un tel environnement.
- (7) Voir l'effet des politiques draconiennes imposées par le FMI pour obtenir un rétablissement de l'équilibre extérieur, notamment par une réduction brutale du pouvoir d'achat intérieur.
- (8) Se pose évidemment des problèmes très complexes dont celui du protectionnisme. L'on ne peut s'empêcher cependant de se demander quel intérêt il y a à augmenter encore le nombre des assistés par des politiques de distribution d'aides alimentaires ou à pousser à l'introduction d'habitudes alimentaires nouvelles plutôt que d'encourager, par des politiques plus proches des habitudes culturelles et des conditions climatiques (voir par exemple les créales type quinoa adaptées aux climats de haute altitude), la production de la petite agriculture familiale qui permet de maintenir de nombreuses familles dans une situation minimum de dignité et au moins d'auto-suffisance alimentaire.
- (9) Voir notamment l'énorme territoire de Jari et les grands projets Carajos et Cerrados dans l'Amazonie et le Nord-Est.